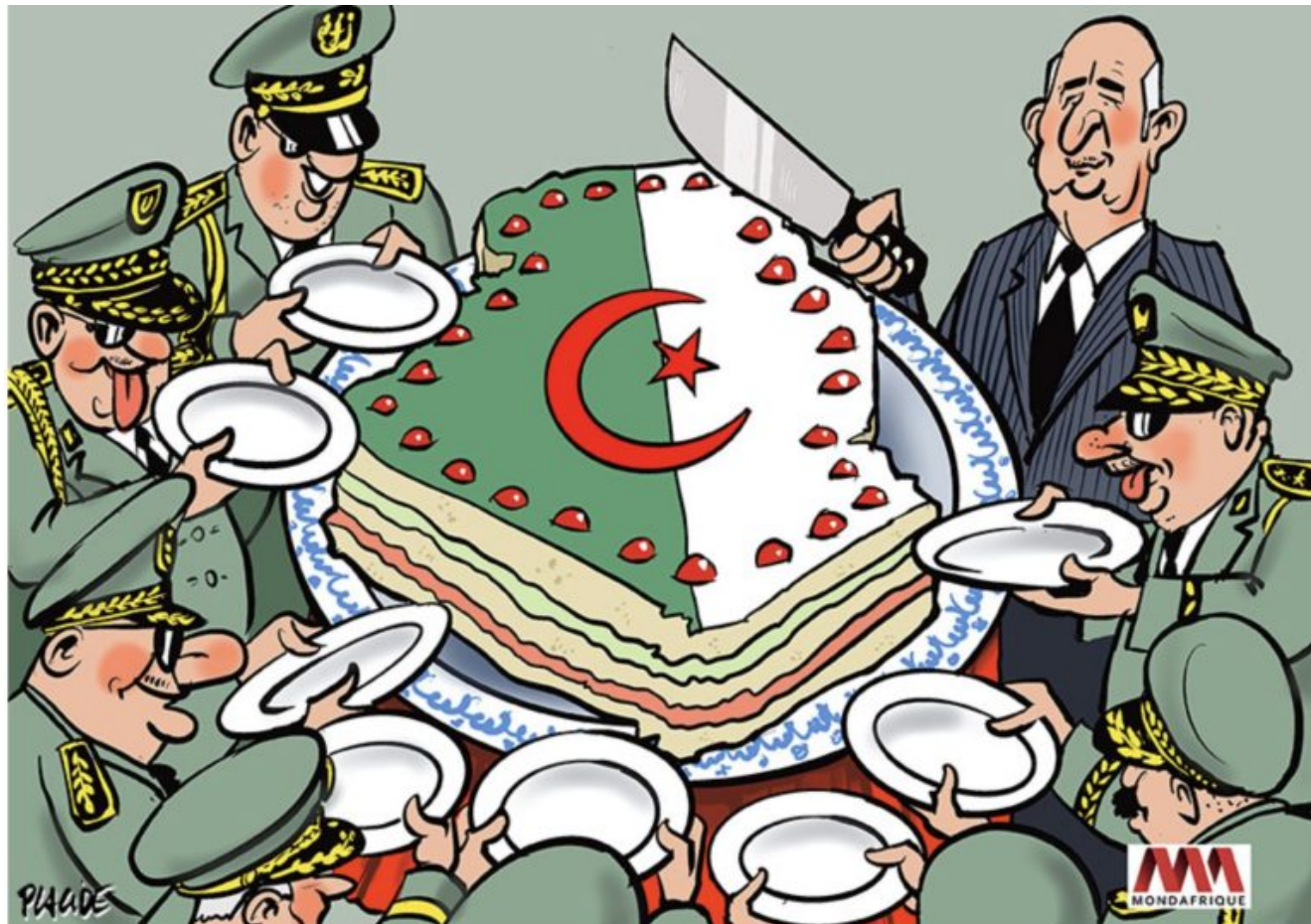
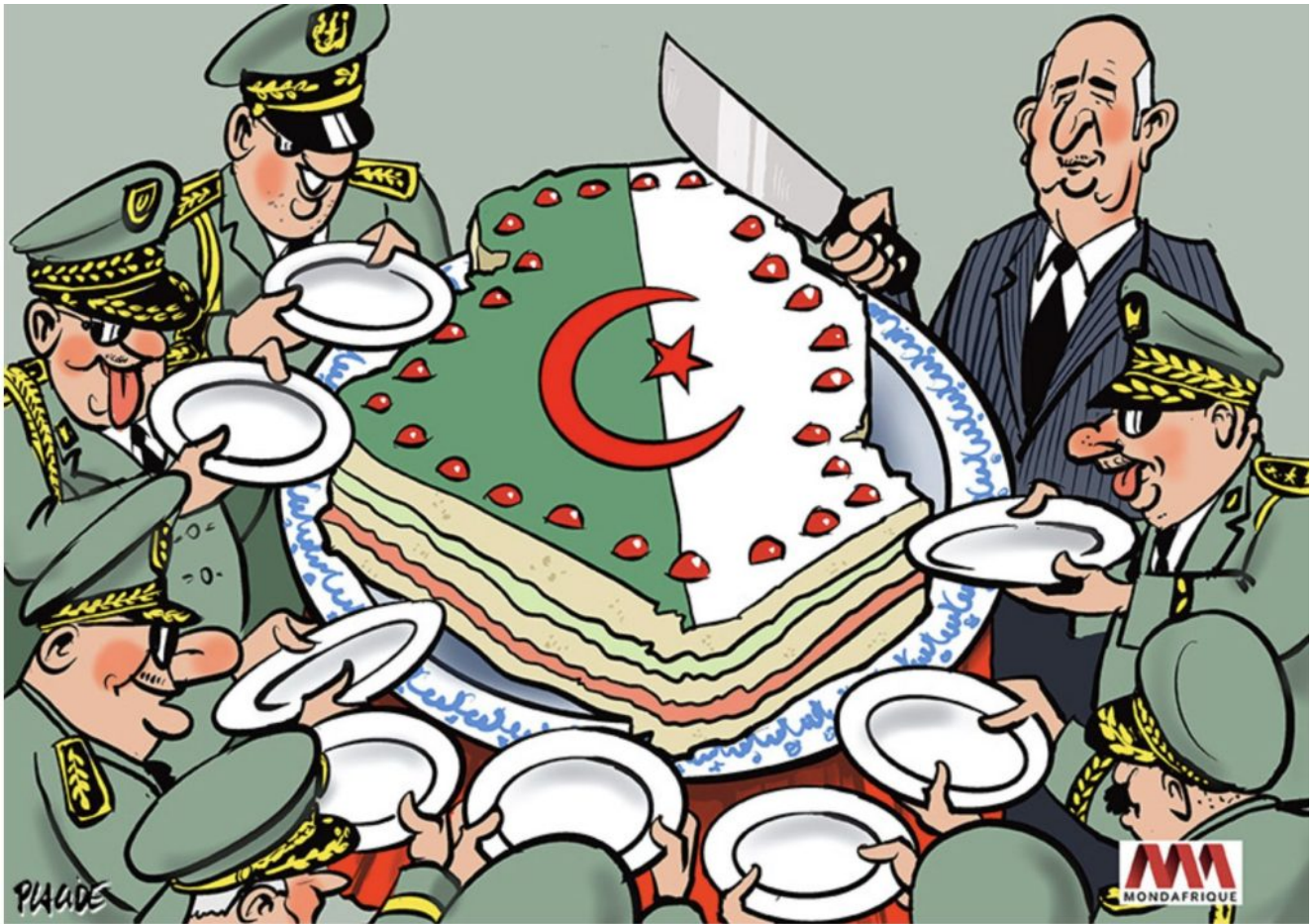


Les biens mal acquis algériens

écrit par Juvénal de Lyon | 24 mars 2025





Les satrapes Tebbouniens et leurs prédécesseurs ont pillé l'Algérie au détriment de leurs concitoyens..
Jusqu'à quand vont-ils les supporter ?
Il est encore temps de réagir contre le vol du peuple algérien par ces vauriens !
Révélation à suivre dans les prochains jours..

Juvénal de Lyon

Pendant des décennies, des généraux influents, de hauts fonctionnaires et des chefs d'État ont discrètement amassé des fortunes colossales en Algérie. À travers des réseaux de corruption élaborés et un blanchiment minutieusement orchestré, les «biens mal acquis» de l'oligarchie ont essaimé sur plusieurs continents.

Cette enquête-feuilleton retrace leur édification, leurs méthodes et leurs circuits documentés par les ONG et les procès de justice.

Premier volet: immersion dans les fortunes occultes de l'ère Bouteflika (1999-2019).

Karim Serraj Le 23/03/2025

Manoirs à Paris, comptes dissimulés en Suisse et à Hong Kong, sociétés offshores immatriculées aux îles Vierges ou au Panama, penthouses à Montréal, œuvres d'art acquises à prix d'or... Ce faste n'est que la face émergée d'un gigantesque mécanisme de blanchiment. Selon Transparency International, **la seule période Bouteflika (1999–2019) aura vu s'évaporer plus de 50 milliards de dollars issus de la rente pétrolière et de détournements massifs de fonds publics.** Une somme abyssale, éparpillée dans plus de 30 pays, selon les estimations de l'ONG.

Ministres, dignitaires d'État, chefs des services de renseignement, généraux de l'armée et oligarques se sont partagés la manne pétrolière. Dernière grosse affaire sur l'ère Bouteflika: une enquête du centre américain C4ADS a mis au jour en 2024 la plus vaste base de données immobilière d'Algériens à l'étranger jamais fuitée. **Son épicentre: Dubaï, vitrine clinquante. 644 ressortissants algériens y possédaient toujours il y a un an 972 propriétés de standing – villas, penthouses et appartements dans des tours de verre. Montant estimé: 620 millions de dollars. Parmi les noms cités figurent Abdesslem Bouchouareb, ex-ministre et conseiller présidentiel – que la France a refusé d'extrader vers Alger ce mercredi 19 mars 2025– mais aussi plusieurs figures liées au pouvoir, dont des descendants de Houari Boumediene et de Chadli Bendjedid,** ainsi que d'anciens dirigeants du secteur des hydrocarbures. Dubaï, toutefois, n'est qu'un maillon d'une chaîne de destinations prisées par la nomenklatura prédatrice. La plus ancienne route de blanchiment est la France.

Les châteaux parisiens de l'oligarchie algérienne

Paris, notamment, a vu fleurir les acquisitions immobilières de dignitaires algériens et leurs familles, dont les revenus officiels ne pouvaient justifier de tels investissements. Chérif Rahmani, ex-ministre de l'Environnement, s'est offert un appartement dans le très huppé 16ème arrondissement, sans qu'on sache d'où provenait l'argent. Un autre proche de Bouteflika, Amar Saïdani, ancien président de l'APN puis patron du FLN, possède de luxueux appartements à Paris d'une valeur de plusieurs millions. Des études notariales et avocats d'affaires en Europe montaient des sociétés civiles immobilières pour acquérir des biens pour les prête-noms: c'est ainsi que Mokhtar Reguieg, l'ex-directeur du protocole de la présidence, a pu sans quitter Alger, acheter via une SCI familiale plusieurs appartements dans le 12ème arrondissement de Paris pour 2,7 millions d'euros. Quant à Abdelssalem Bouchouareb, il possède deux lots immobiliers de 156 m² dans le quartier de Saint-Germain d'une valeur de 3 millions d'euros.

D'autres transactions de blanchiment se chiffrent en millions: Mohamed Bedjaoui, ancien ministre des Affaires étrangères et pilier du régime, a ainsi dépensé 7 millions d'euros dans l'acquisition de multiples biens en France. Il s'était offert notamment un somptueux appartement ayant appartenu à une princesse saoudienne (3,45 M€), ainsi qu'un pied-à-terre dans le Marais pour sa fille de 23 ans. Des oligarques du régime comme les frères Kouninef, Ali Haddad, Mahieddine Tahkout et Abdelmoumen Ould Kaddour ont par ailleurs bénéficié du règne Bouteflika, ou de son frère Saïd Bouteflika, pour détenir des biens immobiliers et des actions d'entreprises parisiennes. Les frères Kouninef, — Karim, Réda, Tarek-Noah et Souad — ont profité d'importants contrats publics et possédaient notamment des résidences familiales en France, en Suisse et plusieurs appartements en Espagne (Benidorm) enregistrés au nom de

Karim.

L'appétit immobilier ne se limitait pas à la capitale française et à la Côte d'Azur. En Europe, sur les bords du lac Léman, à la Costa Del Sol espagnole, en Angleterre, en Russie, l'argent algérien détourné a alimenté de belles opérations. Plusieurs caciques sont ainsi devenus propriétaires clandestins à l'étranger. Khaled Nezzar détenait un compte au Crédit Suisse crédité de 2 millions CHF dès 2005, tandis que le général Hocine Benmalem y dissimulait 1,15 million CHF. Les autorités suisses ont signalé des comptes bien garnis et suspects, comme celui de Mohamed Bouregaa, un ancien du sérail, contenant 30 millions CHF. Les montages impliquaient des intermédiaires spécialisés. Un certain Guy Feite, homme d'affaires français basé au Luxembourg, gérait pour une société offshore au Panama et administrait pour la nomenklatura algérienne une société aux îles Vierges britanniques. Celle-ci se livrait à des acquisitions et ouvrait des comptes partout en Europe. La technique des donations croisées était également utilisée: on faisait acheter un bien par un tiers (ami ou parent), qui le «donnait» ensuite au véritable bénéficiaire via un acte notarié, brouillant la traçabilité.

L'empire offshore de Chakib Khelil: commissions, comptes secrets et villas de luxe

Le cas de Chakib Khelil illustre à lui seul l'ampleur de la prédation. Ministre de l'Énergie pendant une décennie (1999–2010) et proche parmi les proches de Abdelaziz Bouteflika, Khelil a structuré un véritable réseau de corruption transnational autour de Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale. Les chiffres donnent le tournis: plus de 200 comptes bancaires à l'étranger ont été utilisés par lui et sa famille via des sociétés-écrans. Des enquêtes ont mis au jour un système

sophistiqué de blanchiment. Des sociétés offshores enregistrées aux îles Vierges britanniques, à Hong Kong, au Panama, au Nevada... toutes alimentées par des pots-de-vin de firmes étrangères en échange de contrats pétroliers. Les magistrats italiens ont ainsi découvert que l'entourage de Khelil, via son intermédiaire Farid Bedjaoui (cousin de Mohamed Bedjaoui), a perçu 205 millions de dollars de la part du groupe italien Saipem. Cet argent transitait par Pearl Partners Ltd, un écran basé à Hong Kong, puis ruisselait vers une myriade de comptes. Farid Bedjaoui – surnommé «Mr. 3%» pour sa commission sur chaque contrat – pilotait ce labyrinthe financier avec l'aide de la fiduciaire suisse Multi Group Finance à Lausanne et du cabinet panaméen Mossack Fonseca. Il détenait des comptes à la banque Edmond de Rothschild aux Bahamas via les entités-écrans Girnwood International Engineering Ltd et Cardell Capital. Il avait créé Sorung Associates Inc. pour gérer un portefeuille logé à la banque Mirabaud à Genève et à Dubaï. La société Justin Invest Developments SA gérait pour lui un compte ouvert en 2008 à la BLOM Bank de Genève. Un autre de ses véhicules offshores, Farnworth Consultants Inc., a même servi à l'achat d'un yacht. Entre 2007 et 2010, ce dernier a créé une flopée de sociétés-écrans servant de machines à laver pour blanchir les dessous-de-table. L'un des amis de l'ancien ministre, l'homme d'affaires Omar Habour, a par exemple viré 1,5 million de dollars sur un compte de la SunTrust Bank en Floride, somme qui a été immédiatement retirée en liquide par l'épouse, Najat Arafat, de Chakib Khelil. Celle-ci disposait d'une procuration sur une dizaine de comptes au nom de leur fils. Tous ces comptes étaient constamment renfloués par des versements de sociétés privées du secteur énergétique – des entreprises ayant décroché des marchés juteux auprès de Sonatrach grâce à l'«entregent» du ministre. Parmi les payeurs figurent entre autres William Berry & Son (525.000 \$), Salbatring

(130.000 \$) ou encore Adobe Finance Service Corp., qui a versé plus de 5,3 millions de dollars de commissions. Chakib Khelil vit caché aux Etats-Unis et a été condamné sous l'ère Abdelmadjid Tebboune par contumace à 20 ans de prison pour corruption.

Quant aux paradis fiscaux, ils abritent la plupart des sociétés-écrans servant de réceptacles. Panama a été un maillon central avec la révélation de l'existence de Royal Arrival Corp., la société offshore créée en 2015 par l'entourage de Bouteflika. Officiellement destinée à du «commerce international», cette coquille panaméenne offrait surtout aux dignitaires un moyen occulte de stocker des commissions ou d'investir hors d'Algérie tout en échappant aux radars. D'autres proches du régime avaient des comptes en Amérique du Sud, comme l'homme d'affaires Ali Haddad tout comme des membres de l'entourage présidentiel. Des connexions similaires apparaissent dans des banques offshores basées aux îles Caïmans. Et bien après Bouteflika, les Pandora Papers en 2021 ont révélé le nom de Farid Bedjaoui (Mr. 3%) dans des placements offshores.

Circuits de corruption et blanchiment international

Les rares dossiers judiciaires sur les biens mal acquis algériens témoignent d'une ingénierie financière bien rodée. D'une part, le détournement initial des fonds emprunte divers canaux au sein même de l'Algérie: fausses facturations d'importation (surgonfler le prix de biens importés pour externaliser la différence sur un compte offshore), commissions occultes dans les contrats publics (les *success fees* versées sur des comptes tiers à l'étranger), ou encore transferts en espèces vers les zones franches (les fameux sacs de billets convoyés par valises diplomatiques ou véhicules militaires vers les banques offshores). D'autre part, une fois l'argent sorti d'Algérie, il circule à travers un labyrinthe de

sociétés-écrans et de comptes anonymes dans les places financières les plus accommodantes. En pratique, certaines grandes institutions ont fermé les yeux par appât du gain. La banque privée genevoise qui accueillait les comptes de Belkheir dans les années 1980 n'a ainsi posé aucune question sur les millions versés par un haut dignitaire d'un pays socialiste pauvre. De même, Crédit Suisse a continué d'héberger les dépôts du général Nezzar jusqu'en 2013, bien après la fin officielle de ses fonctions, alors même que Nezzar était publiquement accusé de graves exactions, dont crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Aucune banque n'a encore été poursuivie ouvertement, mais les dizaines de comptes suisses de dignitaires algériens dévoilés par les SwissLeaks et Suisse Secrets impliquent nécessairement des gestionnaires de fortune peu sourcilleux.

Cette complaisance n'est pas propre à l'Algérie: dans l'affaire des biens mal acquis impliquant des dirigeants d'Afrique centrale, les juges français ont mis en examen des intermédiaires – notaires, banquiers, agents immobiliers – pour avoir facilité en France le recyclage de fonds volés. Banques, avocats d'affaires, cabinets de conseil ou de domiciliation, tous peuvent jouer un rôle technique déterminant pour injecter dans le circuit légal l'argent issu du siphonage des deniers publics. L'argent détourné sert ensuite à acquérir des actifs tangibles: appartements de standing, villas cossues, voitures de luxe, actions de sociétés, voire des œuvres d'art.

Les destinations privilégiées des fonds illicites ont évolué au fil du temps. Durant la guerre froide et jusqu'aux années 1990, l'Europe occidentale (France, Suisse, Espagne...) a absorbé l'essentiel des avoirs dissimulés par le Système algérien. Paris en

particulier, du fait des liens historiques et humains entre les pontes algériens et la France, a longtemps servi de refuge patrimonial. A partir des années 2000, les rapports des ONG citent aussi les Émirats arabes unis, la Turquie où les Algériens privilégient l'immobilier, le Canada (plusieurs dignitaires y ont envoyé leurs enfants et y ont acquis des biens), ou encore l'Asie de l'Est (Singapour, Hong Kong) pour y loger des comptes discrets. La Chine a également été mêlée à des affaires d'argent sale: plusieurs entreprises publiques chinoises ont été accusées d'avoir versé des dessous-de-table sous l'ère Bouteflika (par exemple dans le mégaprojet de l'Autoroute Est-Ouest dans les années 2000), alimentant du même coup des comptes occultes possiblement logés en Asie.

En 60 ans, l'Algérie a généré— via ses hydrocarbures notamment— des richesses considérables, dont une part non négligeable a été confisquée par ceux-là mêmes qui étaient censés gérer le pays. Des généraux des années 1970 aux oligarques des années 2020, une continuité de prédation s'est perpétuée, épousant les contours de chaque époque: la corruption s'est faite tentaculaire à l'ombre de l'État-parti, puis quasi-structurée sous le régime ploutocratique de Bouteflika. Les biens mal acquis des élites algériennes sont le symbole visible de ce détournement de la prospérité au profit d'une minorité. Source :

https://fr.le360.ma/monde/les-biens-mal-acquis-algeriens-i_HATZR53HWZH7DJD3HSNHLPBELE/